

## Résumé

Les années 50-60 ont été les années d'or des systèmes éducatifs dans le monde. Dans l'euphorie de l'après-Guerre, les gouvernements ont vu dans les systèmes éducatifs la clef principale du développement et ont alors investi dans le développement de ces derniers quelquefois plus de 25% de leur budget. Les décideurs politiques sont encouragés par les approches théoriques comme la théorie du capital humain ou la sociologie de l'éducation non conflictualiste développées dans les années 50-60. Mais cette euphorie a conduit à un développement plutôt anarchique de l'éducation en réponse à la croissance de la demande d'éducation manifestée par les populations qui en étaient jusque là exclues. C'est ainsi que l'enseignement supérieur en particulier, s'est massifié, c'est-à-dire a été ouvert aux catégories sociales qui en étaient jusque là exclues.

Les années 60-70 au contraire marquent le départ de la récession économique. L'une des manifestations de cette crise est la diminution des budgets consacrés à l'éducation et cela au moment où des phénomènes sociaux comme la croissance démographique, l'urbanisation, l'immigration ou l'exode rural créent des besoins nouveaux que l'éducation doit satisfaire.

Les solutions imaginées par les institutions internationales pour sortir de la crise, à partir des années 80 sont les mesures d'austérité, comme l'ajustement structurel puis la dévaluation des monnaies locales dans les années 90.

L'enseignement supérieur en Afrique est né dans beaucoup de pays africains dans les années 70 (1974 au Burkina Faso), donc dans un contexte déjà en crise.

La fonction publique, principale employeur des diplômés, se trouva vite débordée. Ce fait est aggravé par les licenciements des travailleurs et l'étroitesse du secteur privé. La conséquence directe est le chômage des diplômés tous niveaux, la dégradation du niveau de vie et l'augmentation de la pauvreté.

Une exigence de ce contexte est l'efficacité, il s'agit de savoir faire le plus avec le moins. C'est ainsi que les gouvernements deviennent plus regardants par rapport aux allocations de ressources aux établissements d'enseignement. S'instaure de la sorte une culture de l'évaluation, y compris dans les universités habituellement réfractaires au regard extérieur.

La recherche actuelle se situe dans ce contexte. Elle décrit ce contexte tel qu'il vient d'être brièvement présenté, s'interroge sur le marché offert en particulier aux diplômés de l'enseignement supérieur. Elle fait également le point sur les débats théoriques dans les sciences de l'éducation en ce qui concerne le rôle de l'école dans la société.

Sur le plan empirique, la recherche concerne 123 diplômés de la maîtrise, issus de trois filières de formation de l'Université de Ouagadougou (lettres, mathématiques et sciences physiques, sciences économiques et de gestion) et se demande ce que deviennent ces 123 diplômés 35 mois après leur sortie de formation. On décrit ainsi dans un premier temps, l'efficacité externe de l'Université de Ouagadougou à travers des indicateurs que sont le type de trajectoire professionnelle suivie par les diplômés pendant 35 mois, la satisfaction des diplômés en rapport avec leurs attentes, le niveau de revenu obtenu par les diplômés, les compétences acquises et leur utilité sur le terrain professionnel.

Dans un deuxième temps on mesure l'équité externe de la formation dans la façon dont les bénéfices de celle-ci sont distribués entre les formés en fonction des caractéristiques non scolaires de ceux-ci, de leurs caractéristiques scolaires et universitaires, des stratégies et méthodes utilisées pour rechercher l'emploi et des raisons des choix des emplois occupés ou attendus.

### Mots-clés

Cohorte, crise, diplômés, efficacité, équité, qualité, enseignement supérieur, université, université de Ouagadougou, insertion, évaluation